

§ 2. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij hoofdstuk V van dit besluit, blijven erkend en onderworpen aan de overeenkomst tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de vierentwintig maanden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding, worden getroffen.

Art. 13. De betrekkingen bedoeld bij artikel 6, a) zijn toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, ten belope van een provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten van 1 300 000 BEF per betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1568

[C - 99/29258]

15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide en milieu ouvert visés aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le service d'aide en milieu ouvert, ci-après dénommé le service, a pour activité l'aide préventive au bénéfice des jeunes dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social. L'aide préventive comporte nécessairement l'aide individuelle, l'action communautaire et éventuellement l'action collective. Ces trois dimensions, telles que définies aux chapitres III, IV et V du présent arrêté, sont intégrées et sous-tendues par un même objectif de prévention.

Complémentairement à sa mission principale définie au § 1^{er}, le service peut développer toute activité de prévention qui contribue à atteindre son objectif principal;

Le service peut également, après accord du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, exercer une action de recherche, d'expertise et de développement du secteur visant à l'amélioration des pratiques développées par les services qui contribuent à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Le service intervient au bénéfice de toute personne visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o du décret précité.

CHAPITRE III. — *L'aide individuelle*

Art. 3. § 1^{er}. L'aide individuelle est une aide sociale et éducative. Elle vise à favoriser l'épanouissement personnel du jeune dans son environnement social et familial, afin notamment de prévenir la rupture avec cet environnement ou toute dégradation de situation de rupture avec cet environnement.

§ 2. Par aide sociale et éducative, on entend principalement :

- un travail d'écoute, d'accompagnement, d'orientation et une intervention socio-pédagogique visant à aider le jeune à surmonter ses difficultés dans les domaines familial, social, scolaire, administratif, juridique, professionnel et économique ainsi qu'à soutenir le jeune et s'il échet ses proches, dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets personnels dans ces mêmes domaines et à préparer le jeune à l'exercice de ses droits et devoirs et à l'apprentissage de l'autonomie et de la citoyenneté responsable;
- un travail de médiation entre le jeune et sa famille ainsi qu'un soutien à celle-ci dans l'exercice de ses responsabilités parentales;

§ 3. L'aide sociale et éducative exclut toute prise en charge de type psychothérapeutique.

§ 4. La gratuité du service est assurée dans le cadre des missions d'aide individuelle.

Art. 4. § 1^{er}. L'aide individuelle doit être sollicitée auprès du service par le jeune, sa famille ou une personne proche du jeune ou de sa famille. Le service intervient de manière non contraignante.

§ 2. Le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse et les instances judiciaires, ci-après dénommés l'instance de décision, peuvent orienter le jeune, sa famille ou ses familiers vers le service.

§ 3. Si l'instance de décision en fait la demande, pour les situations visées au § 2, le service informe cette instance, par simple notification, si une action d'aide est entreprise, poursuivie ou clôturée. Le jeune en est informé.

En aucun cas, le service ne peut, sans l'accord et à la demande formelle du jeune, transmettre à une instance de décision une information, y compris écrite, sur les modalités de l'aide apportée au jeune par le service ou sur sa situation.

Art. 5. Après avoir examiné et traité la demande d'aide individuelle, le service oriente prioritairement l'intéressé vers les services publics ou privés de l'aide générale ou spécialisée, s'il apparaît que ceux-ci sont compétents pour apporter l'aide sollicitée.

Dans ce cas, le service accompagne l'intéressé, à sa demande, et lui apporte, s'il échet, toute l'aide nécessaire afin de lui permettre d'exercer ses droits et d'utiliser tout moyen d'interpellation.

Art. 6. Préalablement à toute aide individuelle, le service informe le bénéficiaire, notamment de son droit à y mettre fin à tout moment, et du cadre d'intervention tel que défini aux articles 3 à 5 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *L'action communautaire*

Art. 7. Dans le souci du bien-être des jeunes concernés, l'action communautaire vise à améliorer l'environnement social des jeunes, à apporter une réponse globale à des problèmes individuels et à développer une dynamique de réseau et de communication sociale.

L'action communautaire participe à une politique d'action contre les mécanismes de marginalisation et d'exclusion sociale du public visé à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 8. L'action communautaire se fonde sur :

- l'analyse des demandes d'aide individuelle et collective ainsi que des diverses problématiques soulevées par celles-ci;
- l'analyse du contexte sociologique, des logiques d'action et des dynamiques de complémentarité des différents intervenants politiques, institutionnels, administratifs et associatifs du territoire géographique d'action couvert par le service;
- le constat des difficultés rencontrées généralement par les demandeurs dans l'accessibilité, l'utilisation et le fonctionnement des services sociaux, administratifs ou autres infrastructures existantes.

Art. 9. Conformément aux objectifs de l'action communautaire précisés à l'article 8, le service initie ou développe des actions concrètes, favorise ou relaie le cas échéant l'expression des jeunes auprès des instances politiques, sociales, administratives ou associatives, et informe ou interpelle, si nécessaire, ces mêmes instances sur toute matière relevant de son activité de prévention telle que définie aux chapitres III, IV et V du titre I^{er} du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *L'action collective*

Art. 10. L'action collective vise à induire, à élaborer et à apporter avec les jeunes et en interaction avec leur environnement social, des réponses collectives à des problématiques globales ou individuelles.

Art. 11. L'action collective ou de groupe est une modalité d'intervention centrée sur la pédagogie du projet qui a pour objectif principal de restaurer ou de développer une dynamique de solidarité sociale et de prise de responsabilité entre les jeunes et leur environnement.

L'action collective offre aux jeunes en difficulté les capacités de conception et les moyens de réalisation de projets permettant une socialisation et une valorisation de soi susceptibles à terme d'être gérées de manière autonome par les jeunes.

Art. 12. Les activités développées dans le cadre de l'action collective ont un caractère transitoire pour le jeune.

L'action collective constitue un support à l'action socio-éducative qui vise à la réappropriation de l'action par l'acteur.

Elle vise à aider les jeunes à rejoindre les structures existantes ou à impulser, le cas échéant, la création de celles-ci.

Art. 13. Afin de favoriser une réflexion coordonnée en matière de prévention générale au niveau local, le service informe le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, ci-après dénommé le conseil, de son arrondissement, des modalités et objectifs de l'aide préventive qu'il développe, principalement de ses volets communautaire et collectif.

CHAPITRE VI. — *Conditions particulières d'agrément*

Art. 14. Le projet pédagogique s'élabore conformément à la grille normalisée définie par le Ministre, en tenant compte des obligations suivantes :

1° mentionner les heures normales d'activité, en ce compris les jours et heures de permanence; celles-ci sont clairement affichées dans un local public du service fréquenté par les jeunes. Le service doit pouvoir être accessible en dehors des heures de fréquentation scolaire. Dans un souci de rencontrer les jeunes sur leur terrain, le service peut organiser des permanences ailleurs qu'à l'endroit de son siège;

2° la responsabilité d'initiative peut être déléguée à un membre de l'équipe éducative, pour prendre, en cas d'urgence, les mesures qui s'imposent pour répondre aux demandes d'aide du jeune ou de sa famille, ou aux signalements adressés par une instance de décision;

3° exposer les motivations et les fondements de l'action communautaire, conformément à l'article 8 du présent arrêté;

4° contenir les éléments permettant à l'inspection pédagogique visée à l'article 3, 4° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ainsi qu'à la commission d'agrément prévue à l'article 46 du décret précité, ci-après dénommée la commission d'agrément, d'apprécier l'action collective proposée, eu égard aux limites fixées par l'article 12 du présent arrêté;

5° informer des débats que le service a éventuellement eus avec le conseil, conformément à l'article 13 du présent arrêté;

6° renseigner les dispositions prévues pour que, en cas de situation de crise d'un jeune, une aide adéquate puisse lui être apportée dans les meilleurs délais, et éventuellement dans le cadre d'un réseau de collaboration inter-services.

Art. 15. Le service doit tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs de l'aide individuelle apportée. Si l'aide telle que définie à l'article 3, § 2 du présent arrêté est entreprise, un dossier est ouvert par jeune dont l'anonymat est garanti. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur pédagogique.

Le service doit tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs des actions collectives et de l'action communautaire. Ce dossier comporte également l'identité des partenaires associés à ces actions.

CHAPITRE VII. — *Le subventionnement*

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 16. § 1^{er}. Un service peut être agréé en catégorie 1, 2 ou 3; les normes de référence relatives à chacune de ces catégories sont reprises à l'article 17 du présent arrêté.

§ 2. Tout nouveau service est obligatoirement agréé en catégorie 1 pour une durée minimum de 1 an.

Au terme de cette période, le service peut introduire une demande en vue de passer à une catégorie supérieure. Pour accéder à une catégorie de service supérieure, le service doit introduire une demande motivée.

§ 3. Suivant les nécessités du projet pédagogique et à titre exceptionnel, le Ministre peut accorder au service, après avis de la commission d'agrément, une ou plusieurs petites unités décentralisées ou « antennes », avec trois travailleurs sociaux au maximum. Cette faculté ne peut être utilisée que pour les services ayant dépassé la période de un an visée au § 2.

§ 4. Le nombre maximum de fonctions pouvant être accordées à un service est limité à dix au total, y inclus les emplois correspondant aux antennes. Suivant les nécessités de programmation et à titre exceptionnel, le Ministre peut déroger à cette limite, après avis motivé de la commission d'agrément.

§ 5. L'application des alinéas 2 et alinéas 3 de l'article 2 du présent arrêté, n'entraîne pas l'application de l'article 30 de l'arrêté visé à l'article 14, 4°.

Section 2. — Subventions pour frais de personnel

Art. 17. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté visé à l'article 14, 4°, est accordée sur la base des normes d'effectif suivantes :

a) Service de catégorie 1 :

3 fonctions à temps plein au total, soit :

1 directeur;

2 travailleurs sociaux, soit éducateur classe 1, soit assistant social, soit assistant en psychologie.

b) Service de catégorie 2 :

4 fonctions à temps plein au total, soit :

1 directeur;

3 travailleurs sociaux, soit éducateur classe 1, soit assistant social, soit assistant en psychologie.

c) Service de catégorie 3 :

5 fonctions à temps plein au total, soit :

1 directeur;

3 travailleurs sociaux, soit éducateur classe 1, soit assistant social, soit assistant en psychologie;

1 licencié.

Art. 18. § 1^{er}. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article 17, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 14, 4° :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou les licenciés;

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste;

D. Personnel de direction : directeur avec le barème A;

E. Personnel technique : personnel technique.

§ 2. Selon les nécessités du projet pédagogique, le Ministre peut déroger à la nature des fonctions prévues au § 1^{er}.

Section 3. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 19. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 14, 4°, est accordée au service sur la base des normes de référence suivante :

- F 631 767 indexables pour trois emplois (catégorie 1)
- F 677 719 indexables pour quatre emplois (catégorie 2)
- F 861 493 indexables pour cinq emplois (catégorie 3)

Un montant de F 129 224 indexables est alloué pour chaque emploi supplémentaire au-delà de cinq, admis par l'agrément.

Un montant de F 303 107 indexables peut être alloué par petite unité décentralisée du service, appelé « antenne », agréée préalablement par le Ministre; un montant supérieur ne peut être alloué qu'après avis de la commission d'agrément.

Art. 20. § 1^{er}. Après avis favorable de la commission d'agrément et sur base d'un arrêté d'octroi de subventions, le Ministre peut accorder une subvention annuelle provisionnelle pour frais particuliers de fonctionnement liés à l'exécution du volet « action communautaire » ou du volet « action collective » du projet pédagogique. Le Ministre détermine préalablement quelles dépenses peuvent être couvertes par la subvention; celle-ci ne peut dépasser F 587 228 indexables.

Un comité d'accompagnement peut être installé par le Ministre en vue de suivre la bonne exécution des activités visées par l'arrêté visé au 1^{er} alinéa. Ce comité peut être réuni à la demande du Ministre, de l'administration de l'aide à la jeunesse ou d'un service chaque fois que ces parties le jugeront nécessaire.

§ 2. Lorsque l'aide individuelle est apportée sous forme d'une assistance juridique des jeunes, les frais occasionnés par cette aide peuvent être subventionnés sur la base du présent article.

§ 3. La subvention annuelle visée au § 1^{er} est liquidée à concurrence d'un douzième par mois, au plus tôt à terme échu.

§ 4. Le paiement de la dernière tranche mensuelle de la subvention annuelle est subordonnée à la production de tous les justificatifs se rapportant aux frais subventionnés; le montant de la dernière tranche précitée est adapté en fonction des dépenses justifiées.

§ 5. La partie non utilisée ou non justifiée de la subvention annuelle provisionnelle pour frais particuliers fait l'objet d'un trop perçu récupérable.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions particulières*
relatives à l'agrément de services d'aide en milieu ouvert fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7

Art. 21. Les services d'aide en milieu ouvert ayant dans leur spécificité le fonctionnement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, répondent aux critères du présent arrêté et peuvent accueillir de jour et de nuit des jeunes en difficulté.

Ils assurent la continuité, dans un but de prévention, d'une présence, d'une permanence téléphonique et d'un lieu accessible prioritairement aux jeunes, mais aussi aux parents et adultes qui se trouvent confrontés le jour ou la nuit à une problématique, une difficulté, un questionnement liés à l'enfance ou à l'adolescence.

Art. 22. § 1^{er}. Le service dispose d'une possibilité d'accueillir des jeunes sollicitant une aide. L'accueil de nuit dans un tel service reste exceptionnel et limité. Il est envisagé uniquement comme un moyen pédagogique associé à des outils spécifiques visant à :

- 1° répondre aux besoins de sécurité physique et morale du jeune;
- 2° permettre au jeune et à sa famille de prendre de la distance par rapport à la situation conflictuelle qu'ils vivent;
- 3° prévenir toute dégradation de la situation.

Ce moyen ne sera envisagé par le service que lorsque toutes les solutions recherchées auprès de la famille et des familiers s'avèrent irréalisables ou inappropriées selon le service et le jeune.

§ 2. Le service s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour éviter un éloignement prolongé du jeune de son milieu de vie habituel.

Art. 23. § 1^{er}. Conformément à l'article 6 du présent arrêté, le jeune est informé du cadre d'intervention de l'aide en milieu ouvert et du cadre spécifique du service d'aide en milieu ouvert fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

§ 2. Endéans les premières 24 heures de l'accueil :

- a) le jeune prend contact le plus rapidement possible avec son milieu de vie habituel;
- b) le service aide le jeune à établir ce contact et à engager, à bref délai, un processus de médiation avec ses famille, tuteur, établissement, autorité de décision.

Art. 24. L'accueil est limité à 24 heures. Ce moyen ne peut être envisagé et mis en oeuvre que si le jeune s'inscrit dans une démarche volontaire de résolution de la situation. Dans des cas tout à fait exceptionnels, l'accueil peut être renouvelé deux fois si aucune opposition n'est apportée par les personnes, dûment recherchées et informées, qui ont autorité sur le jeune et que cette prolongation est motivée par le fait que l'accueil de jour ou de nuit de celui-ci dans sa famille ou chez ses familiers n'est pas immédiatement réalisable.

Si la médiation s'avère infructueuse, le service informe le jeune et sa famille du rôle du conseiller de l'aide à la jeunesse.

A la demande des intéressés, le service les accompagne au service de l'aide à la jeunesse.

Art. 25. Les conditions suivantes, relatives aux bâtiments et installations, doivent être respectées :

- 1° les bâtiments doivent être convenablement entretenus, ils doivent être chauffés; toute humidité doit être combattue;
- 2° les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir et combattre l'incendie ainsi que pour assurer l'évacuation en cas de sinistre; l'existence de ces mesures doit être constatée et attestée par un rapport du service d'incendie communal ou régional territorialement compétent;

3° un éclairage électrique suffisant doit être prévu dans chaque local; un éclairage de secours est obligatoire;

4° une eau potable de bonne qualité doit être disponible à volonté.

5° les installations sanitaires doivent être adaptées à l'âge des jeunes et comprendre au minimum :

a) un W.C. à proximité des locaux de jour et des locaux de nuit et comporter des lave-mains;

b) un bain ou une douche;

c) un lavabo à eau courante par 3 jeunes.

Si des jeunes des deux sexes sont accueillis, les installations sanitaires doivent être distinctes;

6° l'équipement ménager doit être suffisant et en bon état

7° le nombre maximum de jeunes pouvant être accueillis ne peut dépasser celui que l'espace, les aménagements et la destination des locaux permettent, compte tenu que les chambres à coucher doivent être pourvues d'une aération directe et avoir une dimension minimale de 6 m² par jeune accueilli;

8° chaque jeune doit disposer d'un lit individuel; les lits superposés de deux niveaux maximum doivent offrir une sécurité suffisante et un volume de 14 mètres cubes par occupant doit être respecté;

9° en cas de mixité, les chambres à coucher réservées aux filles et aux garçons doivent être nettement séparées;

10° le service doit disposer de locaux exclusivement réservés au séjour; ils doivent avoir une superficie de 4 m² au moins par jeune accueilli et être pourvus d'une aération directe;

11° les locaux de séjour du personnel doivent être distincts de ceux destinés aux jeunes; un local proche des chambres de ces derniers doit permettre d'assurer la surveillance de nuit.

Art. 26. Le service doit, lorsqu'il peut occuper tout l'effectif prévu par les normes de référence visées à l'article 27 du présent arrêté, organiser les prestations de son personnel afin qu'il réunisse les meilleures conditions d'accueil et de sécurité des jeunes ainsi que celles propres à mener à terme toutes les actions individuelles, collectives et communautaires de l'action en milieu ouvert.

Art. 27. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel est allouée au service fonctionnant 24 heures sur 24 sur la base des normes d'effectif suivantes :

14 fonctions à temps plein au total soit :

1 directeur, barème A;

12,75 travailleurs sociaux (1) dont 1 éducateur chargé de la gestion ménagère et administrative;

0,25 personnel technique.

(1) - travailleur social : assistant social, assistant en psychologie, éducateur ou infirmier social.

- un des travailleurs sociaux peut être remplacé par un licencié.

Art. 28. § 1^{er}. La subvention pour frais de fonctionnement pour ce type de service est une subvention annuelle provisionnelle forfaitaire dont le montant est déterminé comme suit :

- F 990 717 indexables pour 6 emplois;

- 129 224 indexables pour chaque emploi supplémentaire jusque 14.

§ 2. La subvention couvre les dépenses mentionnées à l'article 19 du présent arrêté, à l'exclusion des dépenses visées à l'article 29 du présent arrêté. Toutefois, la partie des dépenses visées à l'article 29 précité qui dépasse éventuellement le montant de la subvention provisionnelle plafonnée pour frais d'accueil, peut être prise en considération pour le subventionnement en tant que frais d'accueil tels que prévus à l'article 19 précité.

Art. 29. § 1^{er}. La subvention liée au fonctionnement 24 heures sur 24 est une subvention annuelle provisionnelle forfaitaire dont le montant ne peut dépasser F 587 228 indexables.

La subvention annuelle provisionnelle plafonnée est allouée à raison d'un douzième par mois. Les tranches mensuelles avancées peuvent être réduites en fonction des dépenses effectuées par le service l'année écoulée et adaptées ensuite en fonction des dépenses de l'année en cours.

La partie de la subvention provisionnelle qui n'est pas justifiée constitue un indu remboursable.

§ 2. La subvention couvre les dépenses suivantes pour les jeunes accueillis :

1° alimentation;

2° habillement, en cas d'absolue nécessité;

3° blanchissage;

4° frais pharmaceutiques courants;

5° frais médicaux;

6° objets de toilette, lingerie et literie;

7° activités récréatives et éducatives;

8° transport;

9° chauffage, gaz, électricité, eau, téléphone : à concurrence de 50 %.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 30. Pour les services qui ont développé dans la mise en oeuvre de leur projet pédagogique, des outils spécifiques à l'accueil des jeunes 24 heures sur 24, les conventions signées sur base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse sont automatiquement prolongées jusqu'à la date d'agrément sur la base du présent arrêté ou de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en oeuvre un projet pédagogique particulier.

Ces services doivent introduire dans un délai de quatre mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande d'agrément en respectant les formalités prévues ci-après :

1° l'agrément d'un service tel que défini au présent article n'entraîne pas l'adaptation automatique des subventions provisionnelles pour frais de personnel et pour frais de fonctionnement en fonction respectivement de l'évolution de l'ancienneté et de la qualification du personnel occupé et des modalités visées à l'article 28 du présent arrêté;

2° le montant des subventions provisionnelles pour frais de personnel et pour frais de fonctionnement allouées sur base des conventions signées sur base de l'arrêté du 21 décembre 1989 précité, à partir de la date de l'agrément sur la base du présent arrêté, est maintenu jusqu'à ce que les moyens budgétaires disponibles permettent, si nécessaire, de l'adapter par une augmentation du nombre d'emplois subventionnés.

3° les services visés au présent article peuvent solliciter un agrément dans l'une des catégories prévues à l'article 17 du présent arrêté. Ils doivent introduire une demande dans ce sens et accomplir les formalités prévues à l'article 14 du présent arrêté dans un délai de quatre mois à compter de la date de publication du présent arrêté au moniteur belge ou à partir de la notification du refus d'agrément en tant que service d'aide en milieu ouvert fonctionnant 24 heures sur 24.

L'agrément sur base du présent arrêté doit être pris au plus tard endéans les vingt-quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

Art. 31. Les services qui étaient agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sur la base de l'arrêté visé à l'article 32, § 1^{er}, sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté à partir de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 32. Lorsqu'un service a été agréé sur base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide en milieu ouvert (AMO), et que le cadre de personnel de référence a été fixé sur base de la convention signée sur base de l'arrêté du 21 décembre 1989 visé à l'article 30, 1^{er} alinéa, il est maintenu tel que prévu par la convention précitée.

En cas de maintien du cadre de référence visé en § 1^{er}, si le cadre conventionné est supérieur à cinq fonctions à temps plein, le service doit, dans un délai de deux ans à partir de la date d'agrément sur base de l'arrêté précité du 24 avril 1995, s'organiser de manière telle qu'un maximum de cinq fonctions à temps plein soient affectées au service et que les fonctions excédentaires soient affectées à des antennes telles que visées à l'article 16, § 3, avec un maximum de trois fonctions à temps plein par antenne. Au cas où le service ne se conformerait pas à la disposition visée à l'alinéa 1^{er}, son cadre sera automatiquement ramené à cinq fonctions à temps plein à l'expiration du délai de deux ans.

Art. 33. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 34. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1568

[C - 99/29258]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu, bedoeld bij de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — De opdrachten

Art. 2. De dienst voor hulpverlening in open milieu, hierna de dienst genoemd, heeft als activiteit de preventieve hulpverlening ten voordele van de jongeren in hun leefmilieu en in hun betrekkingen met het sociaal leefmilieu. De preventieve hulp omvat noodzakelijk de individuele hulpverlening, het communautair optreden en eventueel het collectief optreden. Deze drie dimensies zoals beschreven in de hoofdstukken III, IV en V van dit besluit worden door een zelfde doelstelling inzake preventie geïntegreerd en ondersteund.

In aanvulling van zijn hoofdopdracht bepaald bij § 1, kan de dienst elke activiteit inzake preventie ontwikkelen die bijdraagt tot het bereiken van zijn hoofddoel;

Na toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, kan de dienst ook een actie voeren inzake onderzoek, expertise en uitbreiding van de sector, ter verbetering van praktijken die worden toegepast door de diensten die meewerken aan de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

De dienst verleent zijn medewerking aan iedere persoon bedoeld bij artikel 2, lid 1, 1° en 2° van voormeld decreet.

HOOFDSTUK III. — *De individuele hulpverlening*

Art. 3. § 1. De individuele hulpverlening is een sociale en educatieve hulpverlening. Zij heeft als doel de persoonlijke ontplooiing van de jongere in zijn sociale en familiale omgeving te vergemakkelijken, om inzonderheid de verbreking met deze omgeving of gelijk welke verergering van een verbrekingstoestand met die omgeving te verhinderen.

§ 2. Onder sociale en educatieve hulpverlening wordt eerst en vooral verstaan :

- een activiteit waarbij men luistert, begeleidt, oriënteert alsook een socio-pedagogisch optreden om de jongere te helpen zijn moeilijkheden op familiaal, sociaal, school-, administratief, juridisch, beroeps- en economisch vlak te boven te komen alsook om de jongere en desgevallend zijn naasbestaanden te steunen bij het ontwerpen en het uitvoeren van persoonlijke projecten op diezelfde gebieden en om de jongere voor te bereiden op de uitoefening van zijn rechten en plichten en op het aanleren van de autonomie en het verantwoordelijkvolle burgerschap;

- bemoeiingswerk tussen de jongere en zijn familie alsook een steun aan deze laatste in de uitoefening van haar verantwoordelijkheid als ouders;

§ 3. De sociale en educatieve hulpverlening sluit elke tenlasteneming van psychotherapeutische aard uit.

§ 4. De dienst is kosteloos in het kader van de opdrachten inzake individuele hulpverlening.

Art. 4. § 1. De individuele hulpverlening moet door de jongere, zijn familie of een naastbestaande van de jongere of van zijn familie bij de dienst aangevraagd worden. De dienst treedt op een niet dwingende wijze op.

§ 2. De adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd en de gerechtelijke instanties, hierna de beslissingsinstantie genoemd, kunnen de jongere, zijn familie of zijn leefgenoten naar de dienst zenden.

§ 3. Indien de beslissingsinstantie erom verzoekt, brengt de dienst bij gewone berichtgeving, deze instantie op de hoogte, voor wat de in § 2 bedoelde situaties betreft, indien er een hulpactie ondernomen, voortgezet of stopgezet wordt. De jongere wordt ervan ingelicht.

In geen geval mag de dienst zonder de toestemming en op het uitdrukkelijk verzoek van de jongere, aan een beslissingsinstantie een informatie doorgeven, de schriftelijke inbegrepen, over de modaliteiten van de hulp aan de jongere verleend door de dienst of over zijn situatie.

Art. 5. Na het verzoek om individuele hulp onderzocht en behandeld te hebben, stuurt de dienst de betrokkene prioritair naar de openbare of privé-diensten voor algemene of gespecialiseerde hulpverlening, indien het blijkt dat deze diensten bevoegd zijn om de aangevraagde hulp te verlenen.

In dat geval begeleidt de dienst de betrokkene op zijn verzoek, en bezorgt hem zo nodig alle vereiste hulp om hem toe te laten zijn rechten te laten gelden en elk interpellatiemiddel te gebruiken.

Art. 6. Voorafgaandelijk aan elke individuele hulp, brengt de dienst er de begunstigde van op de hoogte, inzonderheid van zijn recht om er op gelijk welk ogenblik een einde aan te stellen, en van het kader van het optreden, zoals bepaald bij de artikelen 3 tot 5 van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Het communautair optreden*

Art. 7. Met de bezorgdheid voor het welzijn van betrokkene jongeren, heeft het communautair optreden tot doel de sociale omgeving van de jongeren te verbeteren, een globaal antwoord te bieden op individuele problemen en een dynamiek van netwerk en sociale communicatie uit te werken.

Het communautair optreden draagt bij aan een beleid inzake optreden tegen marginalisering en sociale uitsluiting vanwege het publiek bedoeld bij artikel 2 van dit besluit.

Art. 8. Het communautair optreden steunt op :

- de analyse van de aanvragen om individuele en collectieve hulpverlening alsook van de verschillende probleemstellingen die door dat optreden te voorschijn komen;

- de analyse van de sociologische context, de logica's van de actie en de dynamieken inzake complementariteit van de verschillende politieke, institutionele, administratieve en associatieve inspelende organen van het geografisch actiegebied dat door de dienst wordt behelst;

- de vaststelling van de moeilijkheden waarmee de aanvragers gewoonlijk af te rekenen hebben wat betreft de toegankelijkheid, de toevlucht tot en de werking van de sociale, administratieve diensten of van andere bestaande infrastructures.

Art. 9. Overeenkomstig de in artikel 88 beschreven doelstellingen van het communautair optreden ligt de dienst aan de basis van de concrete acties of zo nodig zorgt hij voor hun uitbreiding, bevordert of treedt als tussenschakel op om de opinie van de jongeren bij de politieke, sociale, administratieve of verenigingsinstanties over te seinen, en zo nodig stelt hij diezelfde instanties op de hoogte van of interpelleert ze over elke materie die tot zijn preventie-activiteit behoort zoals bepaald bij de hoofdstukken III, IV en V van titel 1 van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Het collectief optreden*

Art. 10. Het collectief optreden heeft als doel collectieve antwoorden op globale of individuele problematieken in te leiden, te verwoorden en te geven samen met de jongeren en in interactie met hun sociale omgeving.

Art. 11. Het collectief optreden of het optreden in groepsverband is een manier van optreden gericht op de pedagogie die als hoofddoel heeft een dynamiek inzake sociale solidariteit en het nemen van verantwoordelijkheid terug in te voeren of te ontwikkelen tussen de jongeren en hun omgeving.

Het collectief optreden biedt aan de jongeren in moeilijkheden de capaciteiten om projecten uit te denken en de middelen om die projecten te verwezenlijken waardoor een socialisatie en een valorisatie van hun eigen persoonlijkheid mogelijk wordt, die op termijn door de jongeren autonoom kunnen beheerd worden.

Art. 12. De activiteiten gevoerd in het kader van het collectief optreden zijn voor de jongere van tijdelijke duur.

Het collectief optreden is een steun voor het socio-educatief optreden dat als doel heeft het optreden terug in de handen van de optredende persoon te geven.

Het beoogt de jongeren te helpen zich bij de bestaande structuren te vervoegen of zo nodig een impuls te geven aan de oprichting ervan.

Art. 13. Om een gecoördineerde beschouwing over algemene preventie op plaatselijk vlak te vergemakkelijken, geeft de dienst de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, hierna de raad genoemd, van zijn arrondissement kennis van de modaliteiten en de doelstellingen van de preventieve hulpverlening die hij bezorgt, in het bijzonder van de communautaire en collectie aspecten ervan.

HOOFDSTUK VI. — *Bijzondere voorwaarden voor de erkenning*

Art. 14. Het opvoedingsproject wordt uitgebouwd overeenkomstig de genormaliseerde rooster bepaald door de Minister, rekening houdend met de volgende verplichtingen :

1° de normale activiteitsuren vermelden, met inbegrip van de zitdagen en -uren; deze worden zichtbaar uitgehangen in een openbaar lokaal van de dienst die door de jongeren wordt bezocht. Men moet tot de dienst toegang kunnen hebben buiten de uren van het schoolbezoek. In de bezorgdheid de jongeren op hun terrein te ontmoeten, kan de dienst ergens anders zittingen houden dan op de plaats van zijn zetel;

2° de verantwoordelijkheid voor het nemen van initiatieven kan aan een lid van de educatieve ploeg worden overgelaten, om in spoed geval de maatregelen te treffen die nodig zijn om op de aanvragen om hulpverlening vanwege de jongere of zijn familie te antwoorden, of op de inlichtingen die door een beslissingsinstantie werden bezorgd;

3° de motivaties en de grondredenen van het communautair optreden uiteenzetten, overeenkomstig artikel 8 van dit besluit;

4° de gegevens bevatten die toelaten aan de pedagogische inspectie bedoeld bij artikel 3, 4° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en aan de erkenningscommissie bedoeld bij artikel 46 van voormeld decreet, hierna de erkenningscommissie genoemd, het voorgestelde collectief optreden te beoordelen, gelet op de perken gesteld door artikel 12 van dit besluit;

5° inlichten over de debatten die de dienst eventueel heeft gevoerd met de raad, overeenkomstig artikel 13 van dit besluit;

6° kennis geven van de voorziene schikkingen om een jongere zo snel mogelijk de gepaste hulp te kunnen bieden in geval hij in crisistoestand verkeert en eventueel in het kader van een net van samenwerking tussen de diensten.

Art. 15. De dienst moet een dossier bijhouden over de modaliteiten en de doelstellingen van de bezorgde individuele hulp. Indien deze hulpverlening zoals bepaald in artikel 3, § 2 van dit besluit wordt aangevangen, wordt er een dossier per jongere aangelegd waarvan de anonimiteit wordt gewaarborgd. Dit dossier wordt ter beschikking van de pedagogische inspecteur gehouden.

De dienst moet een dossier bijhouden over de modaliteiten en doelstellingen van het collectief optreden en van het communautair optreden. In dit dossier wordt eveneens de identiteit van de partners vermeld die bij deze acties betrokken worden.

HOOFDSTUK VII. — *De betoelaging*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 16. § 1. Een dienst kan in categorie 1, 2 of 3 erkend worden; de verwijzingsnormen betreffende elke categorie worden in artikel 17 van dit besluit opgegeven.

§ 2. Elke nieuwe dienst wordt verplicht erkend in categorie 1 voor een minimale duur van 1 jaar.

Op het einde van die periode kan de dienst een aanvraag indienen om over te gaan naar een hogere categorie. Om tot een hogere dienstcategorie toegang te hebben, moet de dienst een gemotiveerde aanvraag indienen.

§ 3. Volgens de noodwendigheden van het opvoedingsproject en bij uitzondering kan de Minister aan de dienst een of meer kleine gedecentraliseerde eenheden of « antennes » toekennen, bestaande uit ten hoogste drie maatschappelijk werkers. Van die mogelijkheid mag slechts gebruik gemaakt worden voor de diensten waarvoor de periode van een jaar bedoeld bij § 2 reeds voorbij is.

§ 4. Het maximaal aantal betrekkingen die aan een dienst kunnen toegekend worden is beperkt tot tien, met inbegrip van de betrekkingen die met de antennes overeenstemmen. Volgens de noodwendigheden van de programmatie en bij uitzondering kan de Minister afwijken van deze beperking, na gemotiveerd advies van de erkenningscommissie.

§ 5. De toepassing van lid 2 en lid 3 van artikel 2 van dit besluit heeft niet de toepassing van artikel 30 van het bij artikel 14, 4° bedoeld besluit tot gevolg.

Afdeling 2. — Toelagen voor personeelskosten

Art. 17. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen, wordt toegekend op basis van de volgende bestandsnormen :

a) Dienst van categorie 1 :

in totaal 3 voltijdse ambten, :

1 directeur;

2 maatschappelijke werkers, ofwel opvoeder 1e klasse, ofwel maatschappelijk assistent, ofwel assistent in de psychologie

- b) Dienst van categorie 2 :
 in totaal 4 voltijdse ambten :
 1 directeur;
 3 maatschappelijke werkers, ofwel opvoeder 1e klasse, ofwel maatschappelijk assistent, ofwel assistent in de psychologie
- c) Dienst van categorie 3 :
 in totaal 5 voltijdse ambten :
 1 directeur;
 3 maatschappelijke werkers, ofwel opvoeder 1e klasse, ofwel maatschappelijk assistent, ofwel assistent in de psychologie
 1 licentiaat.

Art. 18. § 1. Wat de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage betreft bedoeld bij artikel 17, komen alleen de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het besluit bedoeld bij artikel 14, 4° :

- A. Opvoedend personeel : alle ambten;
 B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent bij de strafinrichtingen of assistent in de psychologie of de licentiaten;
 C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester;
 D. Directiepersoneel : directeur met de weddeschaal A;
 E. Technisch personeel : technisch personeel.

§ 2. Volgens de noodwendigheden van het opvoedingsproject, kan de Minister afwijken van de aard van de in § 1 bedoelde ambten.

Afdeling 3. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 19. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het bij artikel 14, 4° bedoelde besluit wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende verwijzingsnormen :

- F 631 767, indexeerbaar, voor drie betrekkingen (categorie 1)
- F 677 719, indexeerbaar, voor vier betrekkingen (categorie 2)
- F 861 493, indexeerbaar, voor vijf betrekkingen (categorie 3)

Een indexeerbaar bedrag van F 129 224 wordt toegekend voor elke bijkomende betrekking boven de vijf, die door de erkenning zijn toegelaten.

Een indexeerbaar bedrag van F 303 107 kan toegekend worden per kleine gedecentraliseerde diensteenheid, « antenne » genoemd, voorafgaandelijk erkend door de Minister; een hoger bedrag kan slechts na advies van de erkenningscommissie toegekend worden.

Art. 20. § 1. Na gunstig advies van de erkenningscommissie en op basis van een besluit tot toekenning van toelagen, kan de Minister een provisionele jaarlijkse toelage toekennen voor buitengewone werkingskosten voortvloeiend uit de uitvoering van het gedeelte « communautair optreden » of van het gedeelte « collectief optreden » van het opvoedingsproject. De Minister bepaalt op voorhand de uitgaven die kunnen gedekt worden door de toelage; deze mag niet hoger zijn dan het indexeerbaar bedrag van F 587 228.

Een begeleidingscomité kan door de Minister opgericht worden om de goede uitvoering van de activiteiten bedoeld bij het in lid 1 bedoelde besluit te verzekeren. Dit comité kan op verzoek van de Minister, van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd of van een dienst, samengeroepen worden telkens deze partijen het nodig achten.

§ 2. Wanneer de individuele hulp wordt verleend in de vorm van een juridische bijstand aan de jongeren, kunnen de kosten veroorzaakt door die hulp gesubsidieerd worden op basis van dit artikel.

§ 3. De jaarlijkse toelage bedoeld bij § 1 wordt uitbetaald ten belope van een twaalfde per maand, ten vroegste op vervallen termijn.

§ 4. De uitbetaling van de laatste maandelijks schijf van de jaartolage hangt af van de voorlegging van al de bewijsstukken die verband houden met de gesubsidieerde kosten; het bedrag van de voormelde laatste schijf wordt aangepast naargelang van de verantwoorde uitgaven.

§ 5. Het niet opgebruikte of niet verantwoorde gedeelte van de provisionele jaarlijkse toelage voor bijzondere kosten vormt een te veel ontvangen bedrag dat kan worden teruggevorderd.

HOOFDSTUK VIII. — Bijzondere bepalingen

betreffende de erkenning van diensten voor hulpverlening in open milieu die 24 uren op 24, 7 dagen op 7, aan het werk zijn

Art. 21. De diensten voor hulpverlening in open milieu die als specificiteit hebben 24 uren op 24, 7 dagen op 7 aan het werk te zijn, beantwoorden aan de criteria van dit besluit en mogen jongeren in nood zowel overdag als 's nachts opvangen.

Met een preventief doeleinde zorgen zij er voor dat er standvastig iemand aanwezig is, die telefonisch bereikbaar is en dat het oord prioritair toegankelijk is voor de jongeren, maar ook voor de ouders en voor de volwassenen die overdag of 's nachts met een probleemtoestand, een moeilijkheid, een vraagstelling in verband met de jeugd of de adolescentie geconfronteerd zijn.

Art. 22. § 1. De dienst kan jongeren opvangen die om hulp vragen. De nachtopvang in een dergelijke dienst blijft een uitzondering en is beperkt. Hij wordt enkel beschouwd als een pedagogisch redmiddel dat gepaard gaat met specifieke werkingsmiddelen :

- 1° om te beantwoorden aan de behoeften inzake lichamelijke en morele veiligheid van de jongere;
- 2° om de jongere en zijn familie toe te laten zich af te zetten t.o.v. de conflictuele toestand die zij beleven;
- 3° om elke aftakeling van de toestand te voorkomen.

Dit middel zal door de dienst enkel overwogen worden wanneer al de oplossingen die bij de familie en de leefgenoten werden gezocht, onverwezenlijkbaar of onaangepast blijken naargelang van de dienst en de jongere.

§ 2. De dienst verbindt er zich toe alle nuttige maatregelen te treffen om een langdurige verwijdering van de jongere uit zijn gewoon leefmilieu te vermijden.

Art. 23. § 1. Overeenkomstig artikel 6 van dit besluit wordt de jongere ingelicht over de preciese omstandigheden voor de toekenning van de hulpverlening in open milieu en over de specifieke context waarin de dienst voor hulpverlening in open milieu die 24 uren op 24, 7 dagen op 7 aan het werk is, optreedt.

§ 2. Binnen de eerste 24 uren van de opvang :

- a) neemt de jongere zo vlug mogelijk contact op met zijn gewoon leefmilieu;
- b) helpt de dienst de jongere bij het leggen van dit contact en bij het inzetten op korte tijd van een procedure om als bemiddelaar t.o.v. zijn familie, zijn voogd, zijn instelling, zijn beslissingsmacht op te treden.

Art. 24. De opvang is beperkt tot 24 uren. Dit middel mag slechts overwogen en uitgevoerd worden indien de jongere zich bereid verklaart vrijwillig mede te werken ten einde de toestand te verhelpen. In heel uitzonderlijke gevallen kan de opvang tweemaal verlengd worden indien er geen verzet komt vanwege de personen, die gezag uitoefenen op de jongere die met alle middelen opgezocht worden en die op de hoogte gesteld worden, en indien deze verlenging gemotiveerd is door het feit dat de opvang overdag of 's nachts van de jongere in zijn familie of bij zijn leefgenoten niet onmiddellijk verwezenlijkt kan worden.

Levert de bemiddeling niets op, dan brengt de dienst de jongere en zijn familie op de hoogte van de rol die door de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd gespeeld wordt.

Op verzoek van betrokkenen, begeleidt de dienst hen naar de dienst voor hulpverlening aan de jeugd.

Art. 25. De volgende voorwaarden betreffende de gebouwen en de installaties moeten in acht genomen worden :

1° de gebouwen moeten degelijk onderhouden worden; zij moeten verwarmd zijn; elke vochtigheidsplek moet uitgewist worden.

2° de nodige maatregelen moeten getroffen worden om brand te voorkomen en hem te bestrijden alsook om de evacuatie te verzekeren in geval van brand; de realiteit van deze maatregelen moet vastgesteld en bevestigd worden in een rapport van de gemeentelijke of gewestelijke brandweer die voor betrokken gebied bevoegd is;

3° een voldoende electriciteitsverlichting moet voorzien zijn in elk lokaal; een noodverlichting is verplicht;

4° drinkwater van goede kwaliteit moet in overvloed beschikbaar zijn;

5° het sanitair moet aangepast zijn aan de leeftijd van de jongeren en ten minste bestaan uit :

- a) een W-C in de nabijheid van de dag- en de nachtlokalen en uitgerust zijn met fonteintjes;
- b) een bad of een stortbad;
- c) één lavabo met stromend water per 3 jongeren.

Indien jongeren van beide geslachten worden opgevangen, moeten de sanitairs afgescheiden zijn;

6° de uitrusting van de keuken moet voldoende en goed onderhouden zijn;

7° het maximaal aantal jongeren die kunnen opgevangen worden mag niet hoger zijn dan het aantal dat volgens de ruimte, de verbouwingen en de bestemming van de lokalen kan aanvaard worden, rekening houdend met het feit dat er een rechtstreekse verluchting moet voorzien zijn in de slaapkamers die een minimale afmeting van 6 m² per opgevangen jongere moeten hebben;

8° iedere jongere moet over een individueel bed beschikken; de stapelbedden van ten hoogste 2 niveau's moeten voldoende veiligheid bieden en per bezetter moeten er 14 cubieke meter volume voorzien zijn;

9° in geval van gemengde dienst, moeten de slaapkamers van de jongens ver afgescheiden zijn van deze van de meisjes;

10° de dienst moet over lokalen beschikken die uitsluitend voor het verblijf voorbehouden zijn; hun oppervlakte moet ten minste 4 m² per opgevangen jongere bedragen en er moet een rechtstreekse verluchting voorzien zijn;

11° de verblijfplaatsen van het personeel moeten afgescheiden zijn van deze die voor de jongeren bestemd zijn; vanuit een lokaal vlak bij hun kamers moet men de nachtwake kunnen verzekeren.

Art. 26. Wanneer hij heel het bestand te werk kan stellen dat voorzien is door de bij artikel 27 van dit besluit bedoelde verwijzingsnormen, moet de dienst de prestaties van zijn personeel organiseren om de meest gunstige voorwaarden inzake opvang en veiligheid van de jongeren te scheppen alsook deze die toelaten het individueel, collectief en communautair optreden tot een goed einde te brengen wat het optreden in open milieu betreft.

Art. 27. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten wordt toegekend aan de dienst die 24 uren op 24, 7 dagen op 7 aan het werk is op basis van de volgende bestandsnormen :

in totaal 14 voltijdse ambten, te weten :

directeur, barema A

12,75 maatschappelijke werkers (1) onder wie 1 opvoeder belast met het huishoudelijk en administratief beheer

0,25 technisch personeel

(1) - maatschappelijk werker : maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie, opvoeder of sociaal verpleger;

- een van de maatschappelijke werkers kan door een licentiaat vervangen worden.

Art. 28. § 1. De toelage voor werkingskosten voor dit soort dienst is een vaste provisionele jaarlijkse toelage waarvan het bedrag als volgt wordt bepaald :

- F 990 717, indexeerbaar, voor 6 betrekkingen;

- F 129 224, indexeerbaar, voor elke bijkomende betrekking tot 14.

§ 2. De toelage dekt de uitgaven vermeld in artikel 19 van dit besluit, met uitsluiting van de uitgaven bedoeld bij artikel 29 van dit besluit. Het gedeelte van de bij het voormeld artikel 29 bedoelde uitgaven dat eventueel het bedrag van de maximale provisionele toelage voor opvangkosten overschrijdt kan evenwel in aanmerking komen voor de betoelaging als opvangkosten zoals bepaald bij voormeld artikel 19.

Art. 29. § 1. De toelage gebonden aan de werking 24 uren op 24 is een vaste jaarlijkse toelage waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan het indexeerbaar bedrag van F 587 228.

De maximale provisionele jaarlijkse toelage wordt toegekend naar rata van een twaalfde per maand. De voorgesloten maandelijks schijven kunnen ingekort worden naargelang van de uitgaven gedaan door de dienst in de loop van het voorbije jaar en daarna aangepast volgens de uitgaven van het lopende jaar.

Het gedeelte van de provisionele toelage dat niet wordt verantwoord is een ten onrechte ontvangen bedrag dat eventueel moet terugbetaald worden.

§ 2. De toelage dekt de volgende uitgaven voor opgevangen jongeren :

- 1° voeding;
- 2° kledij, in geval van absolute noodzakelijkheid;
- 3° wasserijkosten;
- 4° gewone farmaceutische kosten;
- 5° medische kosten;
- 6° toiletgerief, linnen en beddegoed;
- 7° ontspannings- en educatieve activiteiten;
- 8° vervoer;
- 9° verwarming, gas, electriciteit, water, telefoon : ten belope van 50 %.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Afdeling 1. — Overgangsbepalingen

Art. 30. Voor de diensten die bij de uitvoering van hun opvoedingsproject specifieke middelen hebben aangewend voor de opvang 24 uren op 24 van de jongeren, worden de overeenkomsten getekend op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken, automatisch verlengd tot de datum van erkenning op basis van dit besluit of van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die een bijzonder opvoedingsproject ten uitvoer brengen.

Deze diensten moeten binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning indienen en de hierna voorziene formaliteiten naleven :

1° de erkenning van een dienst zoals bepaald bij dit artikel heeft niet de automatische aanpassing van de provisionele toelagen voor personeels- en voor werkingskosten tot gevolg naargelang van respectievelijk de evolutie van de anciënniteit en de kwalificatie van het tewerkgesteld personeel en de modaliteiten bedoeld bij artikel 28 van dit besluit;

2° het bedrag van de provisionele toelagen voor personeels- en werkingskosten toegekend op basis van de overeenkomsten getekend op basis van het voormeld besluit van 21 december 1989, vanaf de datum van de erkenning op basis van dit besluit, wordt behouden totdat de beschikbare geldmiddelen toelaten dit bedrag zo nodig aan te passen door een verhoging van het aantal gesubsidieerde betrekkingen.

3° de bij dit artikel bedoelde diensten mogen een erkenning aanvragen in een van de categorieën bepaald bij artikel 17 van dit besluit. Zij moeten een aanvraag in die zin indienen en de formaliteiten vervullen bepaald bij artikel 14 van dit besluit binnen de vier maanden te rekenen vanaf de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt of vanaf de kennisgeving van de weigering van de erkenning als dienst voor hulpverlening in open milieu die 24 uren op 24 aan het werk is.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk worden beslist binnen de vierentwintig maanden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding.

Art. 31. De diensten die op basis van het besluit bedoeld bij artikel 32, § 1 erkend en betoelaagd waren op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, zijn van rechtswege erkend op basis van dit besluit vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan.

Art. 32. Wanneer een dienst erkend werd op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu en wanneer de referentie-personeelsformatie vastgesteld werd op basis van de overeenkomst getekend op basis van het besluit van 21 december 1989 bedoeld bij artikel 30, lid 1, wordt deze dienst behouden zoals bepaald in voormelde overeenkomst.

Blijft de referentie-personeelsformatie bedoeld bij lid 1 behouden en indien de in een overeenkomst vastgelegde personeelsformatie meer dan vijf voltijdse ambten omvat, dan moet deze dienst binnen de twee jaar, te rekenen vanaf de datum van erkenning op basis van voormeld besluit van 24 april 1995, zich zo organiseren dat een maximum van vijf voltijdse ambten aan de dienst toegewezen worden en dat de overtallige ambten toegewezen worden aan antennes zoals bedoeld bij artikel 16, § 3 met een maximum van drie voltijdse betrekkingen per antenne. Ingeval de dienst zich niet zou schikken naar de bij lid 1 bedoelde bepaling, dan wordt zijn personeelsformatie automatisch herleid tot vijf voltijdse ambten na het verstrijken van de termijn van twee jaar.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 34. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1569

[C - 99/29249]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi
des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative, visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes mentionnés aux articles 1^{er}, 14 et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

Le présent arrêté fixe également certaines conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services agréés à la fois pour le projet pédagogique visé par le présent arrêté et pour un ou plusieurs projets pédagogiques visés par d'autres arrêtés spécifiques.

CHAPITRE II. — Les missions

Art. 2. Le service d'accueil et d'aide éducative, ci-après dénommé le service, a pour missions :

1° soit d'apporter une aide aux jeunes et aux familles en difficultés par des actions socio-éducatives dans le milieu familial de vie;

2° soit d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de jeunes qui nécessitent d'une aide spécialisée en dehors de leur milieu familial de vie;

3° soit de mettre en oeuvre des programmes d'aide en vue de la réinsertion dans leur milieu de vie des jeunes visés au 2°;

4° soit d'assurer la supervision ainsi que l'encadrement pédagogique et social de jeunes qui vivent en logement autonome.

Art. 3. § 1^{er}. Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre du décret du 4 mars 1991 ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

§ 2. Le mandat précise, conformément à l'article 2, la mission confiée au service la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

§ 3. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

§ 4. Le service adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de deux mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires. Il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé au moins tous les six mois à l'instance de décision et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

CHAPITRE III. — Conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions

Art. 4. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, par capacité, il faut entendre le nombre moyen de situations visées par le projet pédagogique pouvant être traitées simultanément par le service.

§ 2. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.